



Appel intersyndical Ile de France **Monsieur le Ministre, pour améliorer l'École** **vous n'avez pas notre confiance !**

30 mars, 4 avril, mobilisations locales sous diverses formes (réunions avec les parents, happening etc.) les mobilisations des dernières semaines ont été un réel succès et témoignent d'une réelle défiance envers le ministre.

Le ministère de l'Éducation nationale poursuit sa politique éducative rétrograde et libérale sans prendre en compte ni l'expertise professionnelle des acteurs de terrain, ni les avis de leurs organisations syndicales, ni ceux de l'ensemble de la communauté éducative.

L'amélioration de notre système éducatif exige, certes, une ambition politique forte mais également une construction qui soit commune et concertée. Or, le ministre entend imposer de nombreuses transformations et continue de le faire à marche forcée. **Nous dénonçons les réactions autoritaires et les intimidations du Ministre et de la hiérarchie à tous les niveaux. Nous apportons notre soutien aux collègues concernés.**

Pour nos organisations, ces transformations vont accroître les inégalités, dégrader les conditions de travail des personnels sans répondre à la nécessité d'améliorer le service public d'éducation pour assurer l'inclusion et la réussite de tous les élèves et l'élévation du niveau de qualification.

Loi Blanquer : Une réforme qui ne répond pas aux enjeux

Le projet de loi dit Blanquer "Pour une école de la confiance" est devenu, au fur et à mesure de ses évolutions, un texte qui va profondément détériorer notre système éducatif.

Nos organisations refusent :

- la création des établissements publics des savoirs fondamentaux,
- une reprise en main de la formation des enseignants basée sur une conception du métier réduite à des fonctions d'exécution
- la fin de l'évaluation indépendante des politiques éducatives,
- les cadeaux financiers pour l'école privée induit par l'obligation de scolarisation à 3 ans.

Cette loi va se décliner par ordonnances ou textes réglementaires portant des transformations profondes.

Nos organisations exigent l'abandon de la loi Blanquer

Pour un budget à la hauteur des besoins du service public d'éducation

Alors que de nombreuses réformes structurelles sont à l'œuvre, les décisions budgétaires pour la rentrée prochaine entraîneront inévitablement une dégradation des conditions d'enseignement et d'accès à la formation. D'autant que le projet de réforme de la Fonction Publique conduira à des milliers de suppressions de postes et à un large recours à la contractualisation. **Nos organisations s'opposent à ce développement de la précarité. L'École a besoin de personnels formés et sécurisés afin d'enseigner et accompagner chaque élève.**

Donner d'autres perspectives

Les nombreux changements relatifs à l'orientation dont la loi ORE continuent de cristalliser une profonde anxiété chez les élèves de terminale et leurs familles. Dans ce contexte, alors que les jeunes ont besoin d'être mieux accompagnés dans la construction de leur parcours d'orientation, les missions des psychologues de l'Éducation nationale EDO sont remis en cause, des fermetures de CIO programmées et les DRONISEP sont transférés à la Région. Alors que chaque jeune doit pouvoir construire son avenir sereinement, nos organisations demandent à ce que la vision globale du service public d'information et d'orientation soit clarifiée. L'accent doit être mis sur les inégalités sociales et territoriales notamment par une relance de l'éducation prioritaire et des mesures en faveur d'une plus grande mixité sociale.

Pour une véritable reconnaissance de nos métiers

Nos salaires restent inférieurs à la moyenne des pays de l'OCDE. Sans parler du gel de la valeur du point d'indice, du pouvoir d'achat qui se dégrade régulièrement depuis des années, du rétablissement du jour de carence ... Le vaste plan de communication du Ministre ne cache pas sa volonté d'autoritarisme et ne répond pas à la réalité de nos quotidiens. Ce projet fragilise encore l'École par des transformations profondes élaborées sans les personnels. C'est sur eux qu'il faut s'appuyer pour favoriser la démocratisation de la réussite scolaire.

Nos organisations syndicales :

- appellent les parlementaires à ne pas voter la loi « pour l'école de la confiance »

- appellent à amplifier les mobilisations sous toutes ses formes et les inscrire dans la durée et soutiennent, toutes les actions décidées localement.

- et appellent à s'engager dans les initiatives suivantes :

– **Mardi 9 avril** : actions et rassemblements locaux sur l'ensemble du territoire francilien,

– **Jeudi 11 et vendredi 12 avril** : journées « écoles désertes » et d'actions avec les parents d'élèves,

– **Jeudi 11 avril** : « soirée des ESPE » à l'ESPE de Batignolles, pour défendre une formation initiale de qualité,

– **Vendredi 12 avril** : accueil chaleureux du Ministre et des député.e.s LREM à Versailles, (rdv à 19h à Versailles, croisement de l'avenue de Paris et de la rue des Etats généraux, Gare de Versailles Rive Gauche)

– **Dimanche 14 avril** grand pique-nique revendicatif à Paris
(RDV : Place de la rotonde, Métro Stalingrad de 11h à 15h30)

Et à faire du **jeudi 18 avril** une grande journée de mobilisation en Région parisienne, y compris par la grève, dans l'Education nationale.

.....et à **faire du 9 mai** une grande journée de grève contre la réforme de la Fonction publique et la défense des services publics.

*CGT Educ'action, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, SNEP-FSU SNUEP-FSU,
CNT, SGEN-CFDT, UNSA-Education, SNALC,
en Ile de France*